

# La prévention de la radicalisation violente

---

De la compréhension  
à la prévention du phénomène

Olivier Vanderhaeghen  
Mars 2018



Generalitat de Catalunya  
**Departament  
de Justícia**



Confederation of European  
Probation

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

Ce document est un produit généré dans la cadre du projet LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism), développé par le département de Justice de la Généralité de Catalogne et la CEP (Confederation of European Probation), avec la coordination de l'Efus (European Forum per Urban Security) et le soutien financier de la Commission Européenne.



Le contenu de cette publication ne reflète pas l'opinion de l'Union Européenne. L'information et les opinions exprimées dans ce document sont l'unique et exclusive responsabilité de l'auteur.



### Annoce légale

Les contenus de cette œuvre sont sujets à une licence Attribution – Utilisation non commerciale – Pas d'œuvre dérivée (CC by-nc-nd 4.0) de Creative Commons. Il n'est pas autorisé l'usage commercial de cette œuvre, ni la génération d'œuvres dérivées par des personnes qui ne soient pas propriétaires des droits. Il est autorisé le téléchargement de l'œuvre et son partage pourvu que l'auteur soit reconnu, sans y faire de modifications ni d'usage commercial. La licence complète peut se consulter à l'adresse :

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

© Generalitat de Catalunya  
Departament de Justícia  
[justicia.gencat.cat](http://justicia.gencat.cat)

© Confederation of European Probation  
<https://www.cep-probation.org/>

Août de 2019

[justicia.gencat.cat/publicacions](http://justicia.gencat.cat/publicacions)

## Indice

<b>Introduction</b> .....	5
<b>Construction et déconstruction d'un phénomène</b> .....	6
<b>Tentative de définition</b> .....	6
<b>La radicalisation violente : une question de finalité et de moyens</b> .....	7
<b>Le processus</b> .....	8
<b>Les profils</b> .....	10
<b>Les motivations</b> .....	11
<b>Le rôle du religieux</b> .....	13
<b>La question identitaire</b> .....	14
<b>Les indicateurs</b> .....	15
<b>Stratégies de sortie (Exit strategy) et facteurs de succès</b> .....	16
<b>Approches institutionnelles</b> .....	16
<b>L'approche par l'intervention sociale</b> .....	17
<b>Quelle prise en charge ?</b> .....	19
<b>L'approche individuelle</b> .....	20
<b>L'approche préventive</b> .....	22
<b>La prévention primaire</b> .....	22
<b>La prévention secondaire</b> .....	23
<b>La prévention tertiaire</b> .....	23
<i>L'approche religieuse et idéologique</i> .....	23
<i>Le monde carcéral</i> .....	24
<i>Voice, Exit, Loyalty</i> .....	25
<b>Annexe 1 – Baromètre du Centre de Prévention de la radicalisation menant à la Violence (CPRMV – Québec)</b> .....	27
<b>Bibliographie</b> .....	30

## Prologue

C'est un plaisir pour la Generalitat (Département de Justice [justicia.gencat.cat](http://justicia.gencat.cat)), CEP (Confederation of European Probation [www.cep-probation.org](http://www.cep-probation.org)) et Efus (European Forum for Urban Security [www.efus.eu](http://www.efus.eu)) de publier l'un des produits générés dans le cadre du projet européen LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism). Celui-ci est un exercice rigoureux et judicieux réalisé par Olivier Vanderhaeghen, expert dans les projets de prévention communautaire dans la municipalité de Molenbeek (Bruxelles), pour élaborer un document qui contient les aspects fondamentaux que tout professionnel du domaine d'exécution de sanctions pénales doit connaître sur la radicalisation. Nous remercions son dévouement et son enthousiasme, et nous tenons à remercier de même Saliha Ben Ali de S.A.V.E Belgium ([www.savebelgium.org](http://www.savebelgium.org)), qui nous a offert son témoignage, faisant preuve de son courage pour transformer les expériences en graines pour les générations futures.

Le projet développé par la Generalitat et la CEP a pour titre «**Prévenir la vulnérabilité face à la radicalisation à travers les familles**». Deux éléments essentiels sont donc abordés : la prévention et les environnements sociaux des individus. Le premier élément dénote l'importance de créer dans le domaine d'exécution de sanctions pénales un environnement salubre permettant d'agir dans une approche de prévention, en tenant compte des nécessités des personnes et en améliorant les facteurs de protection. Le second élément indique que les réseaux sociaux peuvent devenir des éléments clé en ce qui concerne la protection et l'influence, dans un sens positif. Pour conjuguer les deux éléments, il est nécessaire d'offrir, d'un côté, de la formation aux professionnels pour qu'il soit capable de faire la différence entre les aspects culturels ou religieux propres d'un groupe social d'autres facteurs qui favorisent l'extrémisme violent; et d'un autre côté, des stratégies facilitant la construction d'un lien de confiance mutuelle entre les familles et professionnels pour détecter des besoins afin de pouvoir les orienter adéquatement.

Sans doute, l'initiative d'Efus entamée au mois de septembre 2014, avec le soutien financier de la Commission européenne, représente une plateforme excellente pour établir un contact avec des experts en la matière, pour générer connaissances sur la radicalisation (au total 168 professionnels formés entre travailleurs sociaux et délégués de mesures pénales alternatives) et pour impliquer des entités externes communautaires (comme c'est le cas de l' AIS -

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

Attention et Recherche dans le domaine des Dépendances Sociales-[www.ais-info.org](http://www.ais-info.org)), en générant ainsi un tissu riche et perméable à la collaboration et à la croissance solidaire afin de développer un modèle intégral de prévention mettant en place un contexte qui non seulement n'encouragera pas la radicalisation mais qui pourra avoir de l'influence de manière favorable pour éviter ce genre de processus.

**Elizabeth Johnston**

Directeur exécutif Efus

**Willem van der Brugge**

Secrétaire général de la CEP

**Amand Calderó**

Directeur général de Serveis Penitenciaris de la Generalitat de Catalunya

## Introduction

Depuis 2012, les pays d'Europe sont confrontés au départ de nombreux individus vers des zones de combat, en Syrie et en Irak en particulier. Si le phénomène des combattants étrangers n'est pas neuf (combattants dans la guerre d'Espagne en 1936, en Afghanistan fin des années 1970 et début des années 2000, en Bosnie dans les années 1990), il y a lieu de reconnaître qu'il se présente aujourd'hui avec une acuité toute particulière si bien que ce que l'on appelle le « radicalisme violent » constitue l'un des thèmes les plus étudiés ces dernières années tant au niveau national qu'international. Cet intérêt se trouve d'autant décuplé qu'il est lié à la figure angoissante que représente le terrorisme islamiste.

Depuis plus d'une décennie les contours de la menace terroriste ont permis de mettre en lumière de « nouveaux » concepts qui, bien que déjà théorisés par le passé, ont été largement réinterprétés à l'aune de l'actualité internationale et de l'hypermédiatisation de certains événements. Ainsi, les mots « *Radicalisme* », « *radicalisation* », « *déradicalisation* », « *djihadisme* », « *foreign terrorist fighters* », « *Counter violent extremism* », etc sont venus s'imposer dans notre champs sémantique et constituer les contours d'un phénomène global, sorte de « nouveau fait social total », qui englobe avec lui, l'ensemble de relations sociales de par ses conséquences sur la société (polarisation, prison, médiatisation, éducation, cohésion sociale...).

Dans un contexte politico-médiatique exacerbé, l'intervenant sociale est amené à travailler et à construire des outils afin de prévenir et de lutter contre ce phénomène. Ce dernier est cependant souvent devenu le principal vecteur de politiques publiques décidées par les autorités et qui font de la radicalisation violente le nouveau paradigme du travail social. Ainsi les débats autour de ce phénomène, en particulier dans le monde carcéral se sont souvent limités à l'analyse de ses symptômes plutôt qu'à ses causes profondes. Ce « nouveau paradigme » a des répercussions sur la méthodologie de travail et sur la déontologie de l'intervenant social. Parallèlement, celui-ci sera également amené à intervenir dans un climat propice à la polarisation sociale qui déplace les limites de son cadre d'intervention. Le travailleur social est plus que jamais mis à l'épreuve d'une série d'injonctions paradoxales. L'obligation de non-discrimination, d'objectivité de qualité de la relation avec tous les usagers doit se conjuguer avec des consignes de vigilance, de contrôle voire de recherche de comportements problématiques. Amené à détecter les signes visibles et à participer de manière déguisée ou non, aux missions des services de renseignements, il peut se retrouver dans des positions éthiques inconfortables voire des dilemmes indépassables. Entre impératif sécuritaire légitime suite aux différentes vagues d'attentats que les pays européens ont connu de Charlie Hebdo à Barcelone, et accompagnement des personnes vulnérables ou au profil problématique, le professionnel de terrain doit pouvoir se frayer un chemin où il va pouvoir construire sa propre légitimité aux yeux de son public.

La radicalisation violente, dans sa manifestation la plus contemporaine est un phénomène évolutif qui nécessite une adaptation constante de la part des autorités, un partage de

l'expertise et une approche multidisciplinaire qui lie actions socio préventives et politique de sécurité publique. Loin des prises de position émotionnelles, de la pression médiatique ou de l'opinion publique, les politiques de lutte contre la radicalisation violente doivent impérativement faire de la réinsertion des individus une priorité tout en tenant compte des conséquences potentielles à long terme des actes terroristes, comme la polarisation sociale. Cette brochure invite donc à comprendre un phénomène complexe pour mieux tenter de le prévenir et d'accompagner les acteurs de terrain dans le développement de stratégies efficaces.

### **Construction et déconstruction d'un phénomène**

#### **Tentative de définition**

Il y a lieu de faire le départ entre terrorisme et radicalisme. Les deux concepts ne sont pas synonymes. Le sens commun définit le terrorisme comme un ensemble d'actes de violence commis par une organisation pour créer un climat d'insécurité ou renverser le gouvernement établi. Le concept même de radicalisme a connu ces dernières années une évolution sémantique particulière et est aujourd'hui particulièrement connoté. Cependant, la définition du « radicalisme » est plus complexe étant donné qu'il dépend essentiellement du contexte sociétal dans lequel il est utilisé et des normes en vigueur visant à réprimer certains comportements ou attitudes. Nul ne peut contester que des « postures radicales » aient pu, dans l'histoire contemporaine, conduire à des progrès sociaux conséquents sans forcément légitimer le recours à l'action violente (l'abolition de l'esclavage, l'interdiction du travail des enfants, l'émergence des syndicats...). Certains événements du XX<sup>ème</sup> siècle ont cependant mis en lumière le recours à la violence comme application du principe de désobéissance civile ou de lutte contre des régimes totalitaires. Rappelons enfin que la Convention européenne des Droits de l'Homme, parmi d'autres textes fondamentaux, s'impose aux états européens et balise certains droits fondamentaux tels la liberté d'expression (art. 10), la liberté de pensée, de conscience et de religion (art. 9) ou encore la liberté d'association ou de réunion (art.11) en cadrant leur limitation dans des motivations très spécifiques.

Terrorisme et radicalisme constituent moins des doctrines que des méthodes qui impliquent des objectifs, des acteurs ou réseaux ainsi que des techniques de propagande qui viennent se superposer à une assise idéologique. Méthode et sens sont donc intimement liés (Bauer et Bruguière, 2016). Le terrorisme peut ainsi être compris comme une conséquence du radicalisme mais qui n'en constitue en rien un aboutissement obligatoire et nécessaire. Ainsi tout individu visant à modifier l'ordre social ne va pas forcément postuler ou légitimer le renversement par la violence de l'ordre juridique établi.

La question pertinente paraît donc être celle du caractère évolutif du radicalisme vers l'extrémisme faisant de la violence le moyen d'action le plus légitime pour atteindre un objectif. Comprendre ce passage revient à questionner le processus qui conduit vers l'extrémisme que l'on nomme aujourd'hui « radicalisation violente ». Aucune définition universelle ne nous permet de baliser le concept. Cependant, dans le monde académique, la définition du sociologue F. Khosrokhavar semble faire consensus. Ce dernier le définit

comme « un processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel (Khosrokhavar, 2015). Ce concept de radicalisme violent n'est cependant pas utilisé depuis longtemps au niveau international. Il date tout au plus des attentats du 11 septembre 2001 et a été utilisé plus fréquemment après les attentats de Madrid en 2004 et de Londres en 2005. Contrairement aux attentats du *World Trade Center*, ces derniers ont été commis par des *homegrown terrorist*, soit des individus nés sur le sol national, qui à un moment donné ont décidé de perpétrer une action terroriste sur leurs concitoyens. La radicalisation peut ainsi être appréhendée comme un processus dans lequel un individu embrasse petit à petit des idées radicales, s'endoctrine progressivement et se fait recruter par des groupements extrémistes étrangers qui peuvent conduire à des actions terroristes (Coolsaet, 2016).

De manière plus fondamentale, il est impératif de ne pas limiter la compréhension du phénomène aux seuls individus qui passent à l'acte. L'un des enjeux majeurs des politiques publiques reposent également sur la prise en compte de ceux qui, par quelque moyen que ce soit, légitiment, facilitent ou encouragent le recours à l'action violente. En effet, dans un contexte de société de plus en plus polarisée, l'environnement social peut s'avérer particulièrement propice pour le développement de la radicalisation d'une frange de la population, où les oppositions entre groupe peuvent conduire à des tensions voire des conflits.

### **La radicalisation violente : une question de finalité et de moyens**

Radicalisme ? Radicalisme violent ? Qu'est ce qui départage ou permet de départager une idéologie extrémiste dangereuse pour la société d'une autre qui relève de la liberté de pensée ou d'expression sans présenter un quelconque danger pour l'ordre établi ? Quand une idéologie extrémiste peut-elle devenir un danger pour la société ? Il est difficile de répondre de manière péremptoire pour chaque mouvement extrémiste, qu'il soit d'obédience, politico religieux ou idéologique. De même, l'évolution de certains mouvements (OLP, ETA, Hezbollah) a clairement mis en lumière le contexte historique dans lequel l'action violente en vient à être légitimée ou refusée. Questionner l'adéquation entre idéologie et action violente implique nuance et rigueur d'analyse. Cependant, il est possible d'évaluer les risques potentiels d'une idéologie extrémiste ou intégriste sur la société en confrontant deux échelles de valeurs qui concernent le projet de société postulé par un groupe et les moyens que ce dernier légitime pour les atteindre.

Au niveau du projet de société, toute idéologie peut se situer entre deux extrêmes dont le premier considère que toute idéologie doit rompre avec la société telle qu'elle fonctionne actuellement (rejet de la modernité, refus du progrès, retour aux sources et à une certaine vision purifiée ou mythique des origines). Le second extrême affirme que l'idéologie en question peut se conformer à la société moderne mais qu'elle doit l'infléchir pour la transformer. Entre ces deux extrêmes, il existe une multitude de positions et de nuances. Au niveau des moyens utilisés, l'axe variera entre les tendances qui refusent catégoriquement l'usage de la violence (« en religion, point de contrainte », idéal pacifiste, prosélytisme par



l'exemple...) et les autres qui prônent l'imposition de leur vision de la société par la force (conversion contrainte, imposition de la Vérité, régime de terreur, agression, attentats). Ces deux échelles ne peuvent s'envisager isolément et un groupe pourra très bien être considéré comme extrémiste dans une dimension mais pas dans l'autre. D'autres mouvances pourront assurément se retrouver dans des postures extrêmes sur ces deux échelles. Cette grille de lecture est particulièrement pertinente pour analyser les mouvements islamistes actuels comme l'a démontré A. Grignard ou les groupuscules revendiquant clairement leur appartenance à l'extrême droite. Ce type d'analyse se révèle encore plus pertinente lorsque qu'on la déplace sur le plan du caractère démocratique des moyens utilisés voire l'insertion dans la sphère politique (mouvements liés à ce que l'on appelle aujourd'hui la « gauche radicale »).

### **Le processus**

L'escalade vers l'action violente ou le terrorisme a été analysé par de nombreux scientifiques qui ont tenté d'en conceptualiser le processus. L'approche la plus connue est celle du psychologue américain Moghaddam mieux connu sous le nom d'escalier du terrorisme (*Staircase to terrorism*). Nous choisissons délibérément de le présenter sous forme de pyramide afin de mettre en lumière que chaque palier franchi réduit le nombre d'individu concerné mais surtout rend le retour en arrière beaucoup plus difficile. Le terrorisme n'est pas inné et fait l'objet d'un processus social et psychologique qui se réalise par étapes. On peut rapprocher ce modèle au processus séquentiel d'insertion dans une carrière déviante développé par le sociologue H. Becker.



Un individu inséré dans un tel processus ne va donc pas irrémédiablement passer à l'action violente. Pour Moghaddam, chaque palier atteint présente des opportunités ou des « espaces » de sortie ou, à l'inverse, de nouveaux obstacles qui vont impliquer une ascension vers le palier

supérieur. Tout dépend donc de la manière dont les individus perçoivent les perspectives qui leur sont offertes. Le processus veut que plus un individu monte, moins il possèdera des opportunités ouvertes et plus la violence lui apparaîtra comme l'unique solution dans le cadre de l'horizon fermé du groupe.

Beaucoup ont parlé de « radicalisation éclair », ce qui est sans doute vérifié pour le passage des derniers paliers. Cependant, un tel processus s'inscrit plus dans la durée. Il n'est pas forcément perçu tel quel par l'acteur lui-même et consiste en une succession de choix où chaque étape se repose sur une rationalité propre (Bronner, 2013).

Il n'y a aucun déterminant social ou psychologique qui prédispose au radicalisme ou au terrorisme. Le processus intègre aussi bien des éléments cognitifs que comportementaux. Au niveau cognitif, le processus vise à isoler l'individu de la société et à développer son sentiment de victimisation jusqu'à un point où une certaine forme de paranoïa sociale ou de vision paranoïaque du monde prend le dessus. Le rejet du monde réel est remplacé par l'idéal du nouveau groupe. La primauté de ce dernier renforce la méfiance envers le monde extérieur et tend à créer une frontière stricte entre les membres du groupe et les Autres. Cette séparation s'accompagne généralement d'une déshumanisation de l'Autre comme altérité et des Autres de manière générale. Cette déshumanisation est renforcée par le sentiment victimaire qui rend progressivement insensible à la souffrance de l'Autre. Ce processus cognitif se traduit également au niveau comportemental. Les modifications comportementales se rapprochent des dérives sectaires et vise à ce que l'individu rompe avec sa vie telle qu'elle est.

Au niveau comportemental, se couper du monde et s'intégrer à un nouveau groupe se traduit par plusieurs coupures que les professionnels peuvent clairement constater sur le terrain : la première rupture concerne le réseau secondaire de l'individu. Il rompt avec ses amis, ne fréquente plus l'école ou son activité sportive... Cette étape ne se traduit pas forcément par un changement d'habitudes vestimentaires ou alimentaires par exemple, mais témoigne des premières interactions avec un recruteur ou un groupe. La seconde rupture concerne la disparition de l'espace public. L'individu qui a pu se socialiser dans la rue, avec ses pairs, en disparaît subitement. C'est à ce moment qu'internet et les médias sociaux occupent une place prépondérante dans le processus, en initiant le nouvel adepte à des vidéos, des textes ou des interprétations de la doctrine qui entraînent une nouvelle vision du monde. D. Bouzar a très bien montré les similitudes avec les dérives sectaires : utilisation d'images subliminales, de vidéos complotistes, recours à de l'iconographie issue du monde des jeunes, appel à la vengeance des musulmans humiliés,... Enfin, la dernière rupture concerne celle avec le réseau primaire, les parents et la famille en particulier. L'individu radicalisé stigmatise ses propres parents, remet en cause les pratiques au sein de la famille, s'isole de plus en plus et devient de plus en plus intolérant à certaines idées ou pratiques. C'est à ce moment que les familles sont souvent conscientisées qu'un processus est en train de se jouer et alertent les services sociaux voire les services de Police. Cette étape est souvent critique car elle se situe au bout d'un processus initié auparavant et dont les causes profondes peuvent remonter à des traumatismes vécus il y a plusieurs années.

## Les profils

Tous les spécialistes s'accordent à le dire, le profil type n'existe pas ! Phénomène multifactoriel, le processus de radicalisation ne permet pas d'être appréhendé voire expliqué à travers un facteur unique. De même, l'internationalisation du terrorisme, à travers ce que l'on nomme le *Djihad global*, nous confronte à une nébuleuse extrêmement complexe à analyser. Enfin, il appert que les facteurs favorisant ou permettant d'expliquer ce genre de processus, soient également conditionnés par des enjeux proprement nationaux voire même locaux (précarité, sociologie). La cartographie des individus partis combattre en Irak ou en Syrie ou prompt à accomplir le « Djihad » à travers l'action terroriste, témoignent en effet de grandes disparités, variant d'un pays à l'autre, voire d'une région à l'autre, ce qui pousse certains à le considérer comme un phénomène local (*All radicalisation is local* – Coolsaet, 2016).

L'étude des profils des individus partis combattre en Syrie et en Irak ces dernières années met en lumière leur disparité : le jeune de « banlieue », le diplômé, le converti, l'idéologue pieux, le profil psychopathe ou souffrant de problèmes de santé mentale,... sont autant de profils qui doivent conduire à la prudence. En effet, il n'y a jamais un facteur déterminant et l'analyse des situations démontrent l'enchevêtrement de facteurs microsociologiques et macrosociologiques. Aucune variable ne peut agir seul et toutes sont liées à la biographie individuelle. Les facteurs facilitant le processus de radicalisation tiennent à un parcours individuel difficile voire chaotique ou à la position de l'individu dans la société. De fait, les motivations peuvent être individuelles ou collectives. Elles peuvent également être conjuguées : les motivations individuelles, nées d'un sentiment personnel d'injustice ou d'une frustration individuelle peuvent venir se cristalliser et trouver sens dans des griefs qui concernent son appartenance à un groupe considéré comme discriminé.

Nous pouvons ainsi diagnostiquer plusieurs types de facteurs :

- Familiaux : beaucoup ont été élevés dans des familles déstructurées voire complètement absentes. Un point commun à beaucoup de profils concerne la question du « Père ». Beaucoup d'individus ayant adopté une trajectoire radicale violente ont été confrontés à la perte de leur père, à un abandon, à une mort physique ou à une absence symbolique. En l'absence de référent paternel, le groupe peut venir combler un vide existentiel voire rassurer l'individu.
- Moraux : Beaucoup de profils ont connu des blessures narcissiques qui se sont conjuguées à un sentiment d'indignation et de vengeance qui devient le moteur de l'action. Le recours à l'action violente serait ainsi un moyen de dépasser la dissonance cognitive et de retrouver une cohérence interne.
- Psycho-émotionnels : La plupart des profils ont été éduqué dans des environnements qui laissent peu de place à l'expression des émotions et à la verbalisation des problèmes ou des échecs vécus. Beaucoup ont connu des échecs sentimentaux. Ces éléments sont de nature à développer la rage narcissique et à plus facilement adopter une posture de héros vengeur sans aucune remise en question. De même, les ruptures

biographiques comme la mort d'un proche, une rupture amoureuse, un conflit familial, une situation de violence intrafamiliale ou le harcèlement... constituent souvent des points communs dans le parcours des profils analysés. Ces éléments favoriseront à un moment donné du processus une absence de distinction entre le réel et l'utopie.

- **Idéologiques** : Une pratique religieuse intensive apparaît dans fort peu de cas. La plupart sont mêmes des individus qui ne se sont jamais posés de question spirituelles avant l'entame du processus. La plupart se sont même socialisés dans des pratiques éloignées de certains principes religieux. C'est donc plutôt l'absence d'une pratique spirituelle développée depuis le plus jeune âge qui peut constituer le témoin d'un processus
- **Socialisation** : certains facteurs liés à la socialisation des individus peuvent faciliter le basculement vers le radicalisme violent. La logique de quartier, la culture de la rue, l'insertion dans la petite délinquance voire la criminalité, les relations tendues avec la police sur certains territoires... sont de nature à renforcer le processus en amont.
- **Criminogènes** : beaucoup d'individus radicalisés étaient connus des services de Police pour des faits criminels. Certains ont été pris en charge par des institutions de protection de la jeunesse. D'autres sont passés par la prison pour des crimes de droit commun.
- **Pénitentiaires** : La prison a un rôle fondamental à jouer, à la fois pour prévenir le processus de radicalisation, et pour éviter le récidivisme. L'institution pénitentiaire pourrait constituer un facteur déterminant dans la trajectoire des individus. Les prisons et les institutions pénales en général doivent mettre l'accent sur les droits de l'homme et promouvoir une vision de non stigmatisation, répondant aux besoins des sujets les plus vulnérables. Faciliter le réseau social ou les liens en dehors de la prison est fondamental (famille, travail et autres) et intégrer les personnes dans un plan de réintégration sont deux facteurs clés pour éviter le comportement d'extrémisme en prison.

### **Les motivations**

Les motivations du recours à l'action violente sont différentes de celles qui conditionnent l'insertion dans un processus de radicalisation. Le phénomène de départ vers la Syrie a ainsi connu plusieurs phases entre 2012 et 2017 où l'on perçoit différents types de motivations en action : travail humanitaire, motifs idéologiques, altruisme, recherche de l'aventure, fuite suite à une possible condamnation, désir de fonder famille, regroupement familial, etc. S'il est impossible de passer toutes ces motivations en revue, il nous semble pertinent de mettre l'accent sur quelques points :

- **La question du territoire** : l'attraction de DAESH chez une partie de la jeunesse tient au fait qu'il propose un véritable territoire. Un territoire physique tout d'abord, à travers la construction du Califat et d'un véritable état. Un territoire symbolique ensuite, qui leur offre la possibilité de construire une identité positive et d'être accepté tel qu'ils

sont. Un territoire virtuel enfin où ils sont convaincus d'intégrer une communauté universelle, celle de l'Oumma (communauté musulmane). Cette perspective de territoire vient compenser le profond sentiment de déterritorialisation de certains jeunes perdus entre des appartenances multiples ou des assignations identitaires qui confinent à la stigmatisation ou à la relégation sociale.

- Le Dénier de reconnaissance : Il semble bien que le phénomène de radicalisme violent puisse se comprendre dans le schéma de lutte pour la reconnaissance tel que l'a développé le philosophe A.Honneth. Les situations de mépris social, de traitement inéquitable ou de carence affective impliquent dans le cas de certains individus des expériences morales négatives qui empêchent le développement de la confiance en soi, du respect pour soi-même et de l'estime de soi. Cette question du dénier de reconnaissance puisse engendrer des blessures morales identitaires et expliquer des processus de rupture sociale majeure.
- Le sentiment de vengeance : La rupture du Contrat social entraîne pour certains la haine de notre société et de ses valeurs. Comme l'a montré O. Roy, il y a une dimension nihiliste dans les actes terroristes qu'ont connus les pays Européens depuis 2014. On chercherait en vain une revendication politique, il n'y a pas d'aspirations utopiques ou de liens avec les souffrances ou les enjeux concrets des musulmans dans le monde. Cette haine purement nihiliste n'aurait que la violence comme exécutoire
- La question de la violence : la violence comme moyen d'action a été conceptualisée par de nombreux sociologues afin d'en comprendre la dynamique. L'une des plus célèbres approches est celle de Gurr qui estime que la violence naît de la distance qui se crée entre les attentes d'un groupe et les possibilités de les satisfaire. La violence naît ainsi quand cette distance devient insupportable. D'autres lient la violence à la subjectivité. Ainsi Wieviorka considère que la violence contemporaine est liée à la perte de sens et d'attentes sociales qui ne se transforment pas en débat ou en conflits sociaux. Ce sociologue propose ainsi une nomenclature des « subjectivités » liées à la violence :
  - o Le *sujet flottant* qui n'arrive pas à devenir acteur de la société et construit son existence dans la violence
  - o L'*Hyper-sujet* qui de la perte de sens, surinvestit dans la recherche de sens nouveau à travers l'idéologie ou la religion
  - o Le *Non-sujet* pour lequel la violence constitue une modalité d'obéissance à une autorité
  - o L'*Anti-sujet* qui se construit dans la négation de l'humanité
  - o Le *sujet en survie* qui se sent menacé dans son existence et qui agit de manière violente pour assurer sa survie.

Cette nomenclature qui de l'aveu même de Wieviorka doit pouvoir être affinée permet cependant de comprendre que la multiplicité des profils des individus radicalisés en appelle à la multiplicité des motivations qui rend les processus extrêmement complexes à analyser. L'attrait pour la violence est clairement un paramètre qui a été utilisé par les recruteurs qui offrent à une frange de la jeunesse des espaces de combat concrets. De même, cet idéal de violence s'inscrit dans la compétition entre groupes extrémistes qui, in fine, est le témoin de la valeur de la foi.

### **Le rôle du religieux**

Si les derniers attentats terroristes sont clairement revendiqués au nom de l'Islam, le rôle du facteur religieux dans le processus de radicalisation doit être questionné. Au-delà des querelles d'intellectuels visant à trancher la question de l'islamisme radical ou de l'islamisation de la radicalité (cfr. Débat entre G. Kepel et O. Roy), on peut constater que le fait religieux ne constitue pas le moteur du processus mais plutôt un « vernis idéologique » ou « un catalyseur » qui donne sens à un vécu intrapsychique ou une expérience existentielle spécifique. La radicalisation religieuse apparaît donc comme un remède approprié pour réparer une question identitaire, une humiliation vécue ou un déni de reconnaissance au sein de la société.

Plusieurs auteurs (Roy, Khorsokhavar) ont pu mettre en avant la véritable rupture générationnelle dans le chef des terroristes de « l'ère DAESH ». Cette génération serait « désislamisée », soit ne possédant pas les référents culturels et religieux de leurs parents et aurait un degré de religiosité proche de zéro (pas de fréquentation de lieux de culte, pratiques contraires aux normes religieuses,...). Cette inculture ou méconnaissance de sa propre culture renforce le potentiel de crédulité qui permet d'adhérer, dans le cas de l'Islam, à une version simplifiée voire « frelatée » des textes sacrés et du corpus dogmatique. Les convertis sont dans la même situation, en adhérant sans esprit critique à un corps de doctrine qui s'impose à eux et dont la simplicité apparente évacue l'essentiel du message spirituel ainsi que la complexité au point de vue théologique.

Le facteur religieux, comme catalyseur des frustrations individuelles et collectives transforme la lecture du monde des individus insérés dans le processus qui considèrent désormais l'Islam comme la religion des « *Opprimés* » (Khorsokhavar). L'interprétation rigoriste, décontextualisée voire détournée du corpus coranique ou des Hadiths implique l'idée que les musulmans ont progressivement dévié du « vrai islam ». Le retour à cet islam authentique passe par une herméneutique stricte du texte, le rejet des interprétations déviantes des théologiens classiques ou de toute contextualisation. La réappropriation de certains symboles forts de la tradition musulmane par les responsables religieux de DAESH est clairement utilisée pour traduire ce sentiment de frustration ou de rejet de la société au sein d'une dialectique qui légitime l'action violente. Il serait en effet simpliste de ne voir dans la propagande de DAESH qu'un discours fanatique dépourvu de rationalité. Il existe bel et bien une réelle narrativité qui puise ses sources dans la tradition de l'Islam et qui vise à produire une historicité spécifique au sein de cette tradition. La doctrine s'appuie sur un corpus traditionnel islamique avec ses mythes guerriers et des postures conquérantes qui

peuvent aisément s'appuyer sur certains modèles de nos propres sociétés (jeu vidéo, cinéma) et s'articuler avec l'archétype de l'apocalypse. La reprise de certains symboles ne laissent planer aucun doute sur cette stratégie : l'utilisation du drapeau noir, la proclamation du Califat 90 ans après la fin du Califat Ottoman en 1924 par Atatürk, la définition des frontières du califat sur base du premier califat abbasside, l'interprétation de versets coraniques qui font référence à l'Apocalypse et l'engagement dans le combat final à travers le Djihad global, l'intitulé de la revue de propagande *Dabiq* ... sont autant de symboles forts qui ne sont évidemment pas neutres dans la sémantique islamique (Guidère, 2017). Nous ciblerons ici deux concepts spécifiques qui relèvent une importance particulière pour notre propos :

- Les théologiens de DAESH ont repris le concept d'*Hijra* (*Hégire*) à leur compte. Signifiant littéralement « émigration », il est interprété dans son sens originel qui fait référence au départ du prophète Mahomet de La Mecque vers Médine en 622. Profitant des conséquences du printemps arabes et du retour de nombreux exilés vers les pays du Maghreb, les théologiens de DAESH donnent une dimension confessionnelle et militante aux retours des musulmans vers la *Maison de l'Islam* (Guidère, 2017). Cette émigration revêtirait un caractère obligatoire pour tout musulman qui se sentirait persécuté en Occident. Lié à la réinterprétation du concept de Djihad, cette obligation constituerait un devoir moral.
- La *Taqiyya* est un concept coranique (3, 28 et 16, 106) qui signifie l'art de la dissimulation de la foi qui permettait aux premiers musulmans de cacher leur appartenance à l'Islam ou de nier leur foi dans des situations de persécution. Ce principe a été largement repris et détourné par DAESH en autorisant les individus radicalisés vivant en Occident de dissimuler leur réelle appartenance à un groupe radical. Cela implique qu'ils n'affichent jamais clairement les signes de leur radicalité et ce dans un objectif de mieux infiltrer ou passer inaperçu dans les sociétés ciblées.

### **La question identitaire**

Plusieurs auteurs, dont Khosrokhavar, ont analysé le modèle européen de radicalisation qui concerne des individus entre 15 et 40 ans, essentiellement des hommes, généralement issus de l'immigration, de la seconde génération en particulier. Ils mettent en lumière le déficit identitaire important et déterminant de ces individus dans la société. Il s'agit essentiellement de « jeunes » peu ou pas insérés dans la société. Ils proviennent de zones de relégation, vivent dans un cadre social fragilisé où le sentiment de discrimination voire d'oppression domine. Ils souffrent d'invisibilité sociale. Les multiples expériences négatives auxquelles ils sont confrontés, conditionnent ainsi la représentation détériorée qu'ils ont d'eux-mêmes. On constate le phénomène sociologique d'intériorisation des stigmates décrit par E. Goffman. Cet environnement social fragilisé et déstructuré vient se construire sur un profond sentiment de déracinement, perdu entre plusieurs cultures ou appartenances auxquelles ils ne s'identifient pas : ils ne se considèrent pas comme des citoyens à part entière et ne se sentent pas acceptés dans le pays où ils vivent (citoyenneté de seconde zone). De même, ils se considèrent comme étrangers dans le pays d'où proviennent leurs parents. Ce déracinement ou cette absence de

territoire stable conduit au dilemme de la double identité qui est rejetée en bloc pour se réfugier dans une identité fantasmée.

Le processus de radicalisation violente viendra se construire sur cette « vacuité » en transformant une identité négative liée au peu de perspectives qu'offre la société pour la muter en une identité positive et unidimensionnelle. Comme c'est le cas pour la délinquance, la radicalisation permet de « dépasser un horizon indépassable » (Khosrokhavar). Endosser une nouvelle identité se conjugue avec un retournement des stigmates qui ont été intériorisés : les multiples identités sont transcendées par une identité unidimensionnelle, la posture de dominé laisse place à la posture du héros vengeur, la terreur prend le pas sur l'humiliation subie, les postures narcissiques remplace le manque d'estime de soi et le manque d'appartenance se subsume dans l'appartenance au groupe radical.

### **Les indicateurs**

La radicalisation ne conduit pas nécessairement à l'action violente. Elle se situe en amont et n'engage pas les mêmes acteurs que le terrorisme. La question des outils et indicateurs de « radicalité » sont donc fondamentaux pour faire le départ entre les deux. Ceux-ci varient et peuvent aussi largement être conditionnés par la polarisation sociale à un moment donné au sein d'une société. Les signes extérieurs de radicalisation sont cadrés par la propagande des groupes extrémistes qui incitent leurs adeptes à les exhiber par provocation (extrême droite, tatouage...) ou à user de l'art de la dissimulation (*Taqiyya* par exemple) pour en faire un élément majeur d'une guerre psychologique : ne pas dire, ne pas montrer, mentir, ruser, s'adapter sont des éléments repris de la tradition, islamique en particulier, et détourné pour atteindre ses objectifs, sans être démasqués ou en reniant son idéal ou sa foi (Guidère, 2017). Dans ce contexte, les signes extérieurs doivent donc être interprétés avec la plus grande prudence.

Il existe dans la plupart des pays européens des formations destinées aux policiers de terrain permettant de reconnaître les signes visibles de radicalisation (Ex : COPRA – *Community Policing and Prevention of Radicalisation* inscrit dans le pilier Prévention du Plan d'action de l'Union européenne contre la radicalisation). Cependant, au-delà des signes visibles souvent peu aisés à interpréter et sujets à polémique, les acteurs de terrain doivent pouvoir analyser certains changements de comportement ou rupture dans les habitudes de vie des individus radicalisés. L'une des approches les plus pragmatiques a été développée par le *Centre de Prévention de la Radicalisation menant à la violence* (CPRMV) du Québec qui propose un baromètre des comportements destiné au grand public et professionnels de terrain. Ce baromètre présente ainsi des signes précoces auxquels il faut être attentif en les catégorisant en quatre catégories (reprise dans l'annexe n° 1) : Non significatifs, préoccupants, inquiétants et alarmants. Certaines attitudes peuvent ainsi constituer des indices sérieux d'un processus de radicalisation en cours. Citons à titre d'exemple,

- La rupture avec son réseau, la méfiance envers les « anciens » amis et l'apparition d'un nouveau réseau (proximité avec d'éventuels individus radicalisés).



## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

- La rupture avec l'école, le travail, son univers culturel (arrêt de la musique, cinéma...), la pratique sportive,...
- Le rejet de la famille et la remise en question des pratiques culturelles ou religieuses.
- La remise en question des autres adeptes/croyants comme corrompus ou impurs (pour l'Islam) et la perte de repères moraux habituels ou socialement admis.
- Le développement d'une sémantique qui légitime ou justifie la violence comme moyen d'action et la déshumanisation de l'Autre.
- Le changement dans les habitudes alimentaires et vestimentaires (même si cela peut être le témoin d'une foi plus importante).
- La dissimulation d'un style de vie spécifique ou d'une nouvelle appartenance.
- La modification de la socialisation et la disparition de l'espace public.
- La consultation fréquente de sites extrémistes et le développement d'une certaine paranoïa ainsi que l'adhésion au conspirationnisme (ex. obsession pour la fin du monde).

Les changements sémantiques (discours, contenu, thèses avancées, justifications) permettent généralement la congruence avec certains comportements observés. Ainsi, dans sa posture idéologique et argumentative, l'individu se montrera de plus en plus hostile au compromis, en prétendant agir comme s'il était détenteur de la vérité. La justification et le recours à la violence pour atteindre certains objectifs deviennent régulièrement des arguments d'autorité renforcés par une intolérance de plus en plus grande à l'égard de la différence et de la dissidence. Enfin, cette sémantique s'accompagne généralement de l'adhésion à des théories du complot et une posture victimaire intransigeante qui permet de diaboliser l'Autre comme incarnation du mal et ainsi renforcer la conviction voire la certitude que la violence constitue un moyen d'action moral.

### **Stratégies de sortie (Exit strategy) et facteurs de succès.**

#### **Approches institutionnelles**

Le phénomène de radicalisation violente, s'il n'est pas nouveau, a depuis une décennie au moins, charrié avec lui d'autres concepts liés à son traitement institutionnel et social comme le *désendoctrinement*, le *désengagement*, la *desistance* ou la *déradicalisation*. Ce dernier concept possède ainsi une haute valeur médiatique ajoutée qui en fait un espèce de « pot pourri » de toute une série de mesures éparses et difficilement évaluables (Coolsaet, 2016). Qu'est ce qui est entendu par ces nouvelles stratégies de sortie ? La prudence est à nouveau de rigueur quant aux facteurs critiques de succès respectifs de ces stratégies.

On distingue généralement l'approche doctrinale (désendoctrinement) qui se concentre sur l'idéologie (la doctrine), soit celle du groupe radical, qui doit être redressée, de l'approche comportementale (désengagement). La première s'est plus développée dans certains pays

comme l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes-Unis ou le Yemen mais peut trouver également du sens dans des sociétés sécularisées. Dans un cadre pluraliste, l'objectif n'est donc pas forcément de condamner l'idéologie en question mais bien de défaire certaines croyances et d'interpréter les instructions d'obéissance doctrinaires dans un sens qui favorise l'insertion de l'individu dans la société ou en diminue le caractère asocial. Cette approche permet la responsabilisation progressive de l'individu mais rencontre de nombreux écueils : l'exposition de l'individu à des thèses extrémistes via internet ou les médias sociaux par exemple constitue une difficulté qui peut contrecarrer l'approche sur l'idéologie. De manière plus fondamentale, les principales critiques de cette approche tiennent à la réduction du processus à des facteurs psychologiques et à la personnalité des sujets, faisant fi de l'approche interactionniste (facteurs qui conditionnent l'insertion dans un groupe déviant, la socialisation secondaire...), des facteurs exogènes ou du contexte dans lequel évolue l'individu (discrimination, polarisation sociale, événements et conflits internationaux, niveau d'accès aux médias...) (Guidère, 2014 et 2017).

A l'inverse, l'approche comportementale se base sur l'analyse des comportements, sans s'attaquer à l'idéologie qui sous-tend l'attitude déviante. On peut l'assimiler à un processus de désengagement de l'action violente sans renonciation à son idéologie. Elle s'oriente plutôt vers l'approche actuarielle qui fait de l'analyse des comportements ou postures identitaires ainsi que de l'élaboration d'indicateurs d'alerte, le principal vecteur du calcul des risques de radicalisation violente. Cette approche, qui fait la part belle à la psychologie sociale, vise in fine à développer des mesures spécifiques pour annihiler les effets des comportements problématiques. Ces mesures peuvent cibler un aspect sociopréventif (développement des comportements sociaux, développement d'un nouveau réseau,...) ou répressif (isolement, privation de liberté, probation). Cette approche, loin de constituer la panacée universelle, suscite des critiques liées au fait qu'elle s'attèle plutôt aux conséquences d'une action déviante plutôt qu'à un travail sur les causes du processus lui-même.

Une troisième voie, nommée approche mixte, voulant rompre avec les deux premières, cible l'individu et le groupe et accorde de l'importance au contre-discours, à l'encadrement individuel, à l'insertion des familles dans le processus ainsi qu'au renforcement de l'arsenal juridique. L'approche vise à mettre en lumière des constantes dans les profils et à faire le départ entre conceptions radicales, perceptions radicales et intentions radicales à travers des indicateurs précis et objectifs (Guidère, 2014 et 2017).

### **L'approche par l'intervention sociale**

Dans beaucoup de situation, l'intervenant social sera amené à mettre en application certaines stratégies. Plusieurs principes fondamentaux nous semblent fondamentaux pour développer ce genre d'approche :

- Tenir compte de l'évolution du phénomène et de l'arsenal judiciaire mise en place par les autorités ;
- Tenir compte du contexte local et national dans lequel l'individu s'est radicalisé ;

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

- Envisager des mesures individuelles, clefs sur porte ;
- Intégrer les mesures dans une perspective interdisciplinaire, afin de travailler les multiples dimensions du processus (rupture biographique, approche idéologique et cognitive, dynamique de groupe, réinsertion sociale, dimension affective et psychique...) au sein d'un processus de sortie unique et identifiable.

Comme pour l'insertion dans un processus de radicalisation violente, il existe des facteurs spécifiques (*Push and Pull factors*) qui permettent de comprendre les processus de sortie. Depuis plusieurs années, des études ont pu mettre en lumière à travers l'analyse de cas individuels, les raisons de la défection (*desistance*) ou du retrait de certaines formes de criminalité. On distingue généralement les facteurs qui postulent un changement cognitif de ceux qui impliquent un changement comportemental.

Au niveau cognitif (Van der Heide, Porges), l'âge de l'engagement dans la violence paraît fondamental étant donné que l'intérêt pour la violence semble décliner avec l'âge (au-delà de 20 ans). De même, un individu peut prendre conscience de sa propre situation (transformation dans la compréhension de ce que l'on fait) et souhaiter redevenir maître de sa propre existence en quittant le groupe. D'autres facteurs sont liés à ce que l'on nomme le parcours de vie (*Life course transition* – Loub and Sampson) où certains événements (mariage, travail, famille...) peuvent induire un retrait progressif d'un groupe radical. Le processus de retrait est donc lié à des actes individuels et déterminé par un contexte spécifique.

D'autres facteurs influent sur le comportement sans forcément impliquer un changement cognitif (Horgan). On distingue ainsi les éléments personnels qui favorisent la sortie d'un groupe criminel (*Push factors*) (Van Der Heide, Sommier) ou déviant tels que :

- Les attentes et espoirs non rencontrés ainsi que la désillusion entre les promesses du groupe et la réalité.
- La dissonance cognitive qui implique la prise de conscience de l'inadéquation entre la théorie et l'action et la désillusion par rapport aux stratégies d'action ou encore le leadership erroné. Ce facteur peut également aggraver le processus et permettre une radicalisation encore plus poussée et clandestine comme le montre les cas d'Anders Breivik ou de Timothy Mc Veigh.
- La difficulté d'adaptation à la vie clandestine voire le refus de la clandestinité ou l'obligation d'accomplir des choses interdites.
- La perspective de la mort (violente)
- La difficulté à faire face aux effets psychologiques/physiologiques de la violence (Pratique barbare, pendaison, torture, violence gratuite)... souvent en contre-indication avec l'idéologie.

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

- La perte de foi dans l'idéologie ou l'instrumentalisation de l'idéologie ou de la religion ou l'absence de relève au sein du groupe.
- Le désir de normalité, le conflit de loyauté, le burn-out ou la nostalgie de « l'ancienne vie » (home sick, ancien réseau, famille...).

D'autres facteurs sont externes à l'individu en lui-même (Pull factors) tels que :

- Les interactions positives avec des modérés.
- L'opportunité d'emploi stable et attractif ou l'éducation.
- La possibilité de mariage, de créer une famille.
- Les incitants financiers.
- L'amnistie dans le pays d'origine ou de manière générale l'impact de la répression.
- Un évènement dans la famille avec laquelle l'individu a un lien.

Les facteurs individuels peuvent se combiner et joueraient un rôle déterminant dans le processus de sortie alors que les facteurs externes n'auraient qu'un caractère plus marginal (Vander Heide). Quoiqu'il en soit les processus de sortie doivent toujours s'analyser en lien avec les processus d'entrée étant donné que les premiers ne constituent que le miroir des raisons qui ont poussé un individu à rejoindre un groupe extrémiste (Horgan). Enfin, certaines motivations, comme l'attrait pour la violence ou le comportement psychopathe semblent quasi impossibles à retourner.

### **Quelle prise en charge ?**

La prise en charge des individus connus pour radicalisation violente n'a pas encore fait l'objet de nombreux débats dans le champ psycho-social. Comme beaucoup d'autres phénomènes, cette prise en charge doit s'inscrire dans les fondamentaux du travail social et de la relation d'aide et de confiance qui peut se nouer entre tout professionnel et son usager. Il est fondamental que l'intervenant social puisse déterminer à quel mandat il répond lorsqu'il assure une prise en charge en matière de radicalisation violente. Le mandat de l'institution pour laquelle il travaille (« déradicaliser ») ? Le mandat des autorités publiques (assurer la sécurité publique) ? Le mandat qu'il reçoit de l'usager ? Le mandat qu'il a reçu en tant que professionnel de terrain (méthodologie, déontologie, éthique) ? Le mandat que chacun se confie à soi-même dans l'exercice de ses fonctions ? Cet exercice est fondamental. De même, il n'est pas toujours aisé de définir qui est le sujet de la prise en charge : le sujet contraint par l'institution judiciaire (prison, probation) ? Un membre de la famille qui vient pour un proche ? L'individu radicalisé qui n'en a pas forcément fait la demande ? La conjonction de ces impératifs et enjeux peut conduire à de nombreux dilemmes professionnels et à des situations paradoxales qui doivent pousser l'intervenant social à la plus grande prudence. Entre impératif sécuritaire, missions essentielles de l'institution, qualité de l'intervention, respect des droits fondamentaux et code de déontologie professionnel, le professionnel de

terrain est souvent amené à faire des choix d'autant plus cruciaux lorsque le phénomène occupe l'actualité dans le débat politico-médiatique.

Les quelques modèles suivants de prise en charge visent essentiellement à créer un cadre de travail transparent et opérationnel et à répondre à ce genre de dilemme.

### **L'approche individuelle**

L'approche, quelle qu'elle soit, doit au minimum respecter les principes suivants :

- Etre interdisciplinaire, c'est-à-dire pouvoir conjuguer les expertises professionnelles mais aussi les dépasser pour aboutir un point de vue holistique.
- Etre réaliste c'est-à-dire définir des objectifs concrets, capables d'être mise en œuvre avec l'individu.
- Etre individualisée (axée sur l'individu) et tenir compte des ressources de l'individu (psychiques et cognitives).
- Etre déterminée et échelonnée dans le temps.
- Etre respectueuse du cadre déontologie, essentiellement en matière de respect du secret professionnel.
- Etre Inter-institutionnelle/Multi-agence dans le cadre d'accords de collaboration.
- Favoriser la démarche volontaire et non le travail sous contrainte.
- Etre souple et flexible ;
- Favoriser l'interaction ;
- Etre non-jugeant, stigmatisant ou culpabilisant ;

Concrètement, cette approche individuelle peut prendre plusieurs formes :

<b>Coaching Individuel</b>	<b>Soutien administratif</b>	<b>Soutien familial</b>	<b>Soutien psychologique</b>	<b>Accompagnement idéologique</b>
Travailler l'estime de soi	Aider à la recherche d'emploi/formati on	Renouer le contact avec la Famille	Faire preuve d'empathie	Apporter un contre-discours idéologique
Susciter le sens de la responsabilité	Aider à la recherche d'un logement	Retisser des liens psycho-émotionnels	Adopter une posture non jugeante (neutralité)	Déconstruire la posture idéologique

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

Eveiller le sens des relations interpersonnelles	Développer les compétences	Reconstruire le parcours biographique	Travailler l'expression des émotions	Proposer des solutions concrètes pour la pratique spirituelle (accommodement)
Définir un projet de vie	Soutenir dans les démarches administratives	Détecter et analyser les conflits	Apprendre à (re)construire des relations	Faciliter l'accès aux sources du savoir
Délimiter les ressources personnelles disponibles	Rétablir un lien avec les institutions	Mobiliser les ressources de la famille	Apprendre à exprimer des besoins et attentes	Travailler les valeurs positives de l'idéologie en lien avec la société

La prise en charge individuelle de la radicalisation violente peut également rencontrer de nombreux écueils qui doivent cependant être dépassés ou contournés par d'autres voies ou en actionnant d'autres leviers :

<b>Ecueils Familiaux</b>	<b>Ecueils biographiques</b>	<b>Ecueils psychologiques</b>	<b>Ecueils sociologiques</b>
Absence de valeurs familiales transmises	Impossibilité de dénouer les zones de conflits	Impossibilité de verbaliser	Existence de réseaux nocifs pour l'individu
Déstructuration complète du réseau primaire	Absence d'investissement individuel	Impossibilité de faire face à ses sentiments	Posture différente en entretien et avec le groupe de référence
Existence de tabous	Aide sous contrainte	Absence de sentiment moral	Conditions de libération affaiblissant le suivi individuel
Fratries aux problèmes multiples	Fragilité émotionnelle/vulnérabilité sociale avec risques de récidives	Utilisation du mensonge/dissimulation de la Vérité	Procédures judiciaires en cours

### **L'approche préventive**

La prévention de la radicalisation violente peut également s'inscrire dans les fondamentaux théoriques qui distinguent prévention primaire, secondaire et tertiaire. L'approche préventive ci-dessous s'inspire de celle développée par le *Centre de prévention du radicalisme menant à la violence* (CPRMV) du Québec qui a sans doute poussé le plus loin l'expertise en la matière.

### **La prévention primaire**

La prévention primaire vise à agir en amont de l'apparition du recours à la violence ou du processus de radicalisation. Elle se concentre sur le développement de l'individu au sein de la société. Ce type de prévention cible les multiples facteurs qui peuvent orienter un individu vers une rupture avec la société ou un processus de radicalisation. Autant des enjeux socio-politiques que des enjeux affectifs peuvent orienter clairement l'individu ou renforcer son malaise social ainsi que son sentiment de frustration. Cette étape questionne les expériences négatives de discrimination, d'injustices ressenties ou de stigmatisation des identités qui sont de nature à rompre le contrat social et à insérer l'individu dans une logique de désaffiliation sociale. Cette logique n'est pas propre à la radicalisation violente et n'est par ailleurs pas suffisante pour y conduire. Plusieurs orientations peuvent infléchir un éventuel processus au niveau primaire :

- Travailler l'exposition aux théories du complot qui convainc l'individu qu'il est intellectuellement capable de comprendre différemment les choses (accès au sens caché) et vise à donner du sens à des expériences ou des ressentis négatifs.
- Sensibiliser aux dangers de l'exposition à la pléthore d'offres médiatiques présentes sur le marché sans analyse critique ou prise de recul nécessaire.
- Mettre l'accent sur la culture ou les manifestations de la culture (tradition, coutumes locales...) que les extrémistes ont tendance à rejeter afin de promouvoir une lecture qualifiée d'authentique.
- Mettre en lumière la variété des positions au sein même des différentes religions et spiritualités afin de faire naître le débat, de cerner les points communs et les différences.
- Affirmer le caractère multi-convictionnel de nos sociétés en favorisant la rencontre entre différentes spiritualités ou convictions
- Favoriser ce qui renforce les appartenances et identités multiples pour déconstruire le discours « Eux » contre « Nous » qui est à la base de la propagande des groupes extrémistes (purs-impurs, croyants-mécréants, nationaux-étrangers,...)

La prévention primaire doit pouvoir axer ses efforts sur les canaux d'informations avec lesquels les individus vulnérables sont en contact. La conjonction de frustrations personnelles et de la recherche de solution crée un terreau fertile sur lequel les idéologies extrémistes peuvent venir prendre racine. Dans ce contexte, l'approche préventive générale se doit de

favoriser l'accès au savoir, à la diversité des formes d'existence et à la richesse de solutions en place pour transcender la vulnérabilité existentielle.

### La prévention secondaire

Ce type de prévention cible des publics spécifiques et des situations concrètes. Elle a pour objectif d'agir sur les conditions dans lesquelles peut émerger le passage à l'acte violent, soit l'environnement social. Cette approche questionnera la sphère directe de l'individu et identifiera les facteurs de risque de vulnérabilité. A titre d'exemple, le modèle du CPRMV propose :

Questionner l'environnement direct	Identifier les facteurs de vulnérabilité
Famille	Episode de vie difficile
Amis (et réseau social)	Précarité du lien social et/ou affectif
Milieu scolaire	Intolérance à l'égard de l'ambiguïté
Mentors et <i>Modèle de socialisation</i>	Impulsivité
Internet et médias sociaux	Faible sens critique
Milieu culturel et sportif	Isolement relationnel
Monde du travail	Fréquentation d'un réseau radical

Ce niveau d'analyse doit se traduire en indicateurs destinés à mesurer :

- le degré d'adhésion à une idéologie extrémiste
- la légitimation de la violence (et non le recours)
- l'existence ou non d'un environnement criminogène ou propice à la radicalisation violente.
- La socialisation par les pairs et le degré d'insertion dans des sous-cultures (*sub culture*).

### La prévention tertiaire

Il s'agit traditionnellement de la prévention de la récidive qui se traduit concrètement par une prise en charge ou un suivi de « déradicalisation » et de « désengagement ». Elle vise à réduire les effets de la violence sur l'individu et la société.

#### *L'approche religieuse et idéologique*

Parallèlement au travail sur la déradicalisation qui a été expliqué plus haut (cfr. *exit strategies*), il y a lieu d'intégrer la question idéologique et religieuse dans la prise en charge individuelle. Dans ce cadre, l'implication de dignitaires religieux peut clairement constituer



une voie de sortie à partir du moment où ceux-ci occupent une place de choix dans la définition de l'orthodoxie face à l'émergence de nouvelles figures « légitimées » (internet, prédicateur en tout genre). Les dignitaires religieux doivent pouvoir se présenter comme les premiers canaux vers les sources du savoir à l'unique condition qu'ils soient légitimes et possèdent une assise sociologique importante au sein de la communauté et de la société civile. Il est cependant impératif que ce travail sur la doctrine puisse être lié à une réflexion sur la situation sociale de l'individu qui conditionne le processus. Si la radicalisation religieuse attire, c'est qu'elle permet de revaloriser une identité stigmatisée ou un déni de reconnaissance sociale. Il est donc impératif de ne pas éviter certains sujets et d'identifier des voies d'actions alternatives qui s'inscrivent dans une pratique religieuse « authentique » (promotion de la solidarité et de l'altruisme, exemplarité éthique, voie légale pour lutter contre la discrimination...) (Sèze, 2014).

### *Le monde carcéral*

La prison est par définition un lieu de prévention de la récidive. Les extrémistes radicaux ne forment pas un groupe homogène en prison, ce qui implique qu'aucune approche ne fournit de solution optimale en milieu carcéral ou de méthode qui fonctionne partout. La question de la séparation ou du mélange des radicaux avec les autres prisonniers n'est pas tranchée. Favoriser la mixité permet à des recruteurs de réaliser un prosélytisme actif sur tout type de détenus. La ségrégation, par contre, est de nature à maintenir certains réseaux existant en en renforçant l'organisation hiérarchique et l'opérationnalité. De même, la mise en place d'ailes spécifiques pour radicaux peut impliquer la constitution de nouveaux réseaux criminogènes.

Plus qu'ailleurs, la déradicalisation en prison doit être taillée sur mesure (Porges). Plusieurs approches semblent pertinentes :

- L'amélioration des conditions de détention et le respect des droits paraissent fondamentaux pour renouer le lien entre le prisonnier et l'autorité pénitentiaire et partant l'Etat.
- L'approche du travail social doit être combinée au travail sur l'idéologie même si les dignitaires religieux officiels sont la plupart du temps dénigrés comme étant des complices de l'autorité pénitentiaire.
- Le renforcement du lien avec les familles : faciliter la visite des proches, partager des repas, célébrer des fêtes, fêter les anniversaires participe au processus de réhabilitation.
- Le lien doit être créé avec l'extérieur afin d'assurer un accompagnement après la sortie. Il s'agit de créer un réseau social qui assure une stabilité garantie de réhabilitation.
- Favoriser les bonnes relations entre prisonniers et le personnel pénitentiaire

### *Voice, Exit, Loyalty*

Nous proposons de reprendre le modèle développé en 1970 par Albert Hirschmann dans son ouvrage *Exit, Voice, Loyalty: Responses to decline in Firms* où il s'attèle à analyser le comportement des consommateurs qui sont insatisfaits du produit qu'ils trouvent sur le marché. Il nous y explique que ces derniers ont essentiellement trois choix possibles : réagir silencieusement (*exit*), rester fidèle (*loyalty*) et faire entendre sa voix (*voice*). Cette approche peut s'appliquer similairement dans le contexte de la prévention du radicalisme violent. Si le processus puise ses racines dans une rupture identitaire qui questionne essentiellement sa propre place dans la société, les perspectives qui s'offrent à un individu relèvent du même ordre que la position du consommateur. Il peut se marginaliser et s'insérer dans des contre-modèles (*exit*), rester fidèle à une société en demeurant dans le système institutionnel tel qu'il fonctionne (*loyalty*), soit tenter de changer la société de l'intérieur (*voice*). Cette dernière voie doit être cadrée afin que la prise de parole ou la volonté de changement ne se traduise pas par un processus déviant. Ce modèle implique que la prise en charge d'un individu ouvertement radicalisé doit obligatoirement passer par une prise de parole positive. Il y a lieu d'aménager des espaces de parole, qu'ils soient individuels ou collectifs, où l'individu pourra exprimer son point de vue, ses attentes, ses besoins. L'objectif est de pouvoir verbaliser ses émotions, de permettre de faire le lien entre le vécu présent et les traumatismes passés (discrimination, déni de reconnaissance, rupture biographique...). Un facteur de réussite résidera dans l'ouverture du cadre de travail afin de ne pas normaliser les procédures ou que l'individu n'ait pas l'impression d'être instrumentalisé. Plus encore que pour d'autres situations, la prévention du radicalisme violent nécessite d'humaniser la relation aussi bien avec l'individu qu'avec ses proches. Dans le cadre du désengagement d'un processus, plusieurs pistes peuvent être proposées :

- La confrontation avec des victimes d'attentats terroristes ou des parents victimes qui ont perdu un enfant qui s'est radicalisé ;
- La rencontre avec des « repentis » ou des individus étant sortis d'un processus sectaire ou déviant ;
- Le débat sur la place de la violence légitime dans la société afin de responsabiliser l'acteur ;
- La mise en forme du témoignage de l'acteur par l'écriture, l'art, la culture... soit tout ce qui va permettre de verbaliser les émotions négatives ;
- La liberté d'expression aussi bien dans des schémas *One to One* que dans des débats collectifs ;
- L'implication dans la communauté, et à la fin du processus de désengagement, dans la société civile ou la sphère politique au sens large ;
- La rencontre avec des *role models* ou des personnalités légitimes aux yeux des individus radicalisés ;

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

- La rencontre avec des individus appartenant au réseau passé, y compris dans une perspective où l'individu puisse expliquer et justifier ses actes ;

Ces propositions ne sont qu'indicatives étant donné que les mesures définies à ce niveau doivent impérativement s'intégrer dans un projet individualisé prenant en compte de tous les aspects de la situation. L'important réside dans le souci de retisser les conditions du *Contrat social* et les liens qui unissent l'individu à la société. Le professionnel de terrain favorisera ainsi les leviers suivants :

<b>Levier à actionner</b>	<b>Posture Positive</b>	<b>Posture Négative</b>
<b>Sentiment d'appartenance</b>	<b>Altruisme/Solidarité – Inclusif</b>	<b>Exclusif – Eux versus Nous</b>
<b>Identité</b>	<b>Multiple</b>	<b>Unidimensionnelle</b>
<b>Estime de soi</b>	<b>Intégration</b>	<b>Héroïsme négatif</b>
<b>Estime des Autres</b>	<b>Engagement</b>	<b>Vengeance</b>
<b>Reconnaissance</b>	<b>Reconnaissance affective, juridique et sociale</b>	<b>Mépris social et supériorité sociale</b>

L'intervenant social doit pouvoir demeurer modeste quant à l'impact de son travail. Il ne doit pas se convaincre qu'il pourra transformer les individus ou faire basculer leurs opinions. Il doit travailler avec le risque de pouvoir être instrumentalisé ou de ne constituer qu'un rouage dans un processus dont les enjeux le dépassent complètement. Seuls sa détermination et son sens moral pourront lui permettre de tenter de nouer une relation de confiance basée sur l'éthique de la discussion et la qualité de la relation qu'il met en place.

## **Annexe 1 – Baromètre du Centre de Prévention de la radicalisation menant à la Violence (CPRMV – Québec)**

(Reprise in extenso du site [www. Info-radical.org](http://www.info-radical.org))

### Comportements non significatifs

Cette catégorie regroupe une série de comportements associés à des formes diverses d'engagement politique, religieux ou communautaire, caractérisées par des moyens d'action pacifiques et des méthodes d'expression démocratiques.

- Argumenter avec ferveur pour défendre ses convictions auprès de ses proches
- Arborer des signes visibles (habit traditionnel, barbe, crâne rasé, symboles religieux, tatouages spécifiques, etc.) afin d'exprimer son identité ou son appartenance
- Montrer une présence active sur les réseaux sociaux
- Prendre position et militer pacifiquement afin de défendre une cause liée à une communauté, à un groupe ou à un individu
- Afficher un intérêt marqué pour l'actualité nationale ou internationale
- Exprimer une volonté de réintégrer ou d'approfondir une pratique religieuse ou un engagement identitaire ou politique
- Se convertir à de nouvelles croyances religieuses ou adopter de nouvelles croyances idéologiques ou politiques
- Demander un régime alimentaire particulier en raison de ses convictions politiques ou religieuses
- Exprimer un besoin de sensations fortes ou d'aventure
- Manifester un désir de corriger des injustices sociales

### Comportements préoccupants

Cette catégorie comprend des comportements qui témoignent d'un mal-être individuel. Y sont également inclus des comportements qui montrent une identification croissante – et de plus en plus soutenue – de l'individu à une cause ou à une idéologie, ce qui le conduit à changer profondément ses comportements.

Exemples :

- Exprimer un discours polarisant de vérité absolue, une paranoïa ou une méfiance extrême

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

- Adopter des comportements en rupture avec les pratiques familiales
- Développer une sympathie pour les discours et les thèses conspirationnistes
- Commencer à s'isoler de son entourage
- Changer subitement ses habitudes

### Comportements inquiétants

Cette catégorie englobe des comportements qui peuvent indiquer un début d'engagement de l'individu dans une trajectoire radicale, comportements qui se manifestent par une méfiance accrue à l'égard du monde extérieur et par une prépondérance des discours légitimant le recours à la violence comme moyen d'arriver à ses fins ou de faire triompher une cause à laquelle l'individu adhère.

Exemples :

- Rompre avec ses proches pour se retrancher exclusivement auprès de nouveaux amis ou d'un cercle de connaissances
- Légitimer l'emploi de la violence pour défendre une cause ou une idéologie
- Dissimuler à ses proches un style de vie, une allégeance ou des croyances (dans le monde réel ou virtuel)
- Se rapprocher d'individus ou de groupes reconnus comme étant des extrémistes violents
- Se désintéresser soudainement de ses activités scolaires ou professionnelles
- Arborer des symboles d'appartenance et de soutien associés à des groupes reconnus comme extrémistes violents
- Devenir obsédé par la fin du monde ou les discours messianiques
- Adopter un discours haineux à propos d'autres individus ou d'autres groupes

### Comportements alarmants

Cette catégorie inclut un ensemble de comportements témoignant d'une allégeance exclusive et sectaire à une idéologie ou à une cause conduisant l'individu à entrevoir la violence comme le seul moyen d'action légitime et valable.

Exemples :

- Participer d'une quelconque façon (matériellement, financièrement ou physiquement) aux activités de groupes extrémistes violents

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

- Recruter des individus au nom d'une cause extrémiste violente (ou encourager leur adhésion à cette cause)
- Fréquenter, dans le monde réel ou virtuel, un groupe ou un réseau d'individus reconnus comme étant des radicaux violents
- Consolider sa pensée en consultant régulièrement, sur Internet, des forums ou des sites extrémistes violents
- Commettre ou planifier des actes violents ou haineux motivés par une idéologie ou par une cause extrémiste violente
- Se renseigner, vouloir acquérir ou s'exercer à manier des armes (armes à feu, explosifs, etc.) en dehors d'un contexte règlementaire
- Planifier un voyage dans des zones de conflit ou dans des régions reconnues pour être le terrain d'action des groupes extrémistes violents

## Bibliographie

BAUER (Alain), *Les 100 mots du terrorisme*, Paris, PUF (Coll. *Que sais-je ?*), 2016

BENICHOU (David) et KHOSROKHAVAR (Farhad), *Jihadisme*, Paris, 2016.

BENSLAMA (Fethi), *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*, Paris, Seuil, 2016

BERGER (Maurice), *De l'incivilité au terrorisme. Comprendre la violence sans l'excuser*, Paris, Dunod, 2016.

BONNELI (Laurent) et CARRIE (Fabien), *La fabrique de la radicalité*, Paris, Seuil, 2018.

BOUHKOBZA (Amélie), *Jouissances djihadistes*, Nice, 2015.

BOUQUET (Brigitte), *Ethique et travail social, Une recherche de sens*, Paris, Dunod, 2016

BOUZAR (Dounia), *Désamorcer l'islam radical. Ces dérives sectaires qui défigurent l'islam*, Paris, 2014.

BOUZAR (Dounia), *La vie après Daesh*, 2015.

BURGAT (François), *Comprendre l'Islam politique : une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste, 1973-2016*, Paris, 2016.

BOUSSOIS (Sébastien), *France-Belgique, la diagonale terroriste*, Paris, 2016.

BRANDSMA (Bart), *De hel, dat is de ander. Het verschil in denken van moslims en niet-moslims*, Amsterdam, 2006.

BRANDSMA (Bart), *Polarisatie. Inzicht in de dynamiek van wij-zij denken*, Amsterdam, 2016.

BRONNER (Gérald), *La démocratie des crédules*, Paris, PUF, 2013.

Cahiers de la Sécurité et de la Justice, *La radicalisation violente*, n° 30, quatrième trimestre 2014.

CAMUS (Jean-Yves), *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, 2015.

COOLSAET (Rik), « Quelle politique de déradicalisation face à la génération Daech », dans *Journal de Police*, Septembre 2016, p. 14-19.

COOLSAET (Rik), « All radicalisation is local. The genesis and drawbacks of an exclusive concept », in *Hegmont Papers*, 84, Juin 2016

CRENSHAW (Martha), "The causes of terrorism", in *Comparatives Politics*, vol. 13, n°4, 1981, p. 379-399.

DUBET (François), *Ce qui nous unit. Discrimination, égalité et reconnaissance*, Paris, Seuil, 2016

## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

Revue ESPRIT, *L'hostilité jihadiste*, n°448, Octobre 2018.

FERRET (Stéphane), *L'identité*, Paris, 1998 (recueil de textes)

FILLIEULE (Olivier), « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », dans *Lien social et politiques*, n° 68, 2012, p. 37-59.

GALLAND (Olivier) et MUXEL (Anne), *La tentation radicale*, Paris, PUF, 2018

GUIDERE (Mathieu), *L'Etat islamique en 100 questions*, Paris, 2017.

GUIDERE (Mathieu), *Atlas de l'Islamisme radical*, Paris, 2017.

GUTTON (Philippe) et MORO (Marie-Rose), *Quand l'adolescent s'engage. Radicalité et construction de soi*, Paris, 2016.

HONNETH (Axel), *La société du mépris*, Paris, 2006.

HONNETH (Axel), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, 2000.

JAMAIN (Jérôme), *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, Louvain-La-Neuve, 2016.

JAMOULLE (Pascale) et MAZZOCHETTI (Jacinthe), *Adolescences en exil*, Anthropologie Prospective, Louvain-La-Neuve, 2011.

KEPEL (Gilles), *Terreur sur l'hexagone*, Paris, 2016

KHOSROKHAVAR (Farhad), *Radicalisation*, Paris, 2014

KHOSROKHAVAR (Farhad), *Prisons de France*, Paris, 2016

KHOSROKHAVAR (Farhad), *Le nouveau jihad en occident*, Paris, Seuil, 2018.

KHOSROKHAVAR (Farhad) et BENSLAMA (Fethi), *Le Jihad des femmes*, Paris, Seuil, 2017.

L'HEUILLET (Hélène), *Tu haïras ton prochain comme toi-même*, Paris, Albin Michel, 2017.

LARROQUE (Anne-Clémentine), *Géopolitique des islamismes*, Paris, PUF (coll. *Que sais-je ?*), 2016.

LAURENT (Pierre-Joseph dir.), *Tolérances et radicalismes : que n'avons-nous pas compris ? Le terrorisme islamiste en Europe*, Mons 2016

LE BRETON (David), *Jeunesse et radicalisations*, Bruxelles, 2018.

MAALOUF (Amin), *Les identités meurtrières*, Paris, 1998.

MANGEZ (Eric) et VANDEN BROEK (Pieter), « Au-delà des inégalités. Pour une autre perspective sociologique », dans LAURENT (Pierre-Joseph dir.), *Tolérances et radicalismes : que n'avons-nous pas compris ? Le terrorisme islamiste en Europe*, Mons 2016, p. 121-138



## LIAISE 2 (Local Institutions Against Extremism)

MAZZOCCHETTI (Jacinthe), « Sentiments d'injustice et théories du complot. Des subjectivités meurtries aux subjectivités meurtrières », dans LAURENT (Pierre-Joseph dir.), *Tolérances et radicalismes : que n'avons-nous pas compris ? Le terrorisme islamiste en Europe*, Mons 2016, p. 57-72

MAZZOCCHETTI (Jacinthe), « Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants et issus de migrations africaines dans les quartiers précaires de Bruxelles », dans *Brussels Studies*, Numéro 63, 26 novembre 2012 (en ligne [www.brusselstudies.be](http://www.brusselstudies.be))

MENDEL (Alexandre), *La France djihadiste*, Paris, 2016.

MOGHADDAM (F.), « Stracase to Terrorism. A psychological exploration », dans *The American Psychologist*, February-March 2005, p. 161-169

NATHAN (Tobbie), *Les âmes errantes*, Paris, L'iconoclaste, 2017.

OGIEN (Albert), *Sociologie de la Déviance*, Paris, 2012.

PELTIER (Marie), *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*, Bruxelles, 2011.

ROY (Olivier), *Le Jihad et la mort*, Paris, 2016.

ROY (Olivier), *La peur de l'Islam*, Paris, 2015.

SZOC (Edgar), *Inspirez, conpirez. Le complotisme au XXIème siècle*, Bruxelles, 2016.

SOMMIER (Isabelle), « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », dans *Lien social et politiques*, N°68, 2012, p. 15-35.

TAGUIEFF (Pierre-André), *L'imaginaire du complot mondial. Aspect d'un mythe moderne*, Paris, Les Mille-et-une nuits, 2006.

TOMPSON (David), *Les revenants*, Paris, 2016

TREVIDIC (Marc), *Terroristes. Les 7 piliers de la déraison*, Paris, 2013

WIEVIORKA (Michel), *Neuf leçons de sociologie*, Paris, 2010 (en particulier la troisième partie sur la violence et le terrorisme)

